

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasília
Juillet 2024

Actualités des filières

Le Plano Safra 2024-25 prévoit un financement à taux subventionnés de 476 Mds BRL pour le secteur agricole

Le programme de soutien au secteur agricole pour la campagne 2024/2025 a été annoncé le 3 juillet par le président Lula, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage Carlos Fávaro et le ministre du Développement agraire Paulo Teixeira. À travers des lignes de crédit à taux d'intérêt subventionné, le gouvernement soutient le développement du secteur agricole. En plus des crédits, le plan comprend un soutien à l'assurance, un accès à des formations et à l'assistance technique, tout en soutenant la transition vers une agriculture plus durable ainsi que l'innovation technologique. Le coût total des subventions octroyées par le gouvernement fédéral pour réduire le coût des crédits ruraux est de 16,9 Mds BRL (2,8 Mds EUR), réparties entre les grandes exploitations agricoles (6,3 Mds) et l'agriculture familiale (10,4 Mds).

Ce plan porte sur un volume record de crédits subventionnés de 476 Mds BRL (80,2 Mds EUR), dépassant de 6,8% les 445,8 Mds BRL du plan précédent. Il est structuré en deux volets, l'un dédié aux moyens et grands producteurs, et l'autre à l'agriculture familiale (petites exploitations).

Le plan prévoit 400,6 Mds BRL (67,6 Mds EUR) de crédits aux moyens et grands producteurs, soit une augmentation de +10% par rapport à la campagne précédente. Ce montant est partagé en 13 programmes qui visent à favoriser l'innovation et la modernisation des activités agricoles. Sur ce montant total, 293,3 Mds BRL (+8%) sont destinés au financement des coûts de production et de

LE CHIFFRE A RETENIR

80,2 Mds EUR
(476 Mds BRL)

C'est le volume du nouveau Plano Safra annoncé par le Président Lula le 3 juillet pour la campagne 2024/25

commercialisation tandis que les 107 Mds BRL (+16,5%) restants sont alloués aux investissements. En plus de cette enveloppe, le Gouvernement a décidé de comptabiliser également dans sa communication 108 Mds BRL supplémentaires correspondant aux Lettres de Crédit à l'Agrobusiness (LCA), des titres de dette bénéficiant des abattements fiscaux émis par des institutions financières pour financer le secteur agroalimentaire. Les programmes d'appui à l'investissement bénéficient de taux variant entre 7 et 12%. En particulier, la ligne de crédit correspondant aux pratiques favorables au climat (programme RenovAgro) bénéficie du taux le plus faible à 7%).

Le Plano Safra alloue également 76 Mds BRL (12,8 Mds EUR) de crédits dans le cadre du Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale (PRONAF). Ce montant est en hausse de +6,2% par rapport à la saison précédente. Le Pronaf comporte 10 lignes de crédits avec des taux d'intérêts subventionnés et plus bas que ceux pratiqués pour les moyens et grands exploitants. Ils varient de 0,5% à 6% par an. Le gouvernement a notamment réduit les taux d'intérêt de 4% à 3% par an pour les

agriculteurs familiaux produisant des denrées de base telles que le riz, les haricots, le manioc, les tomates, le lait et les œufs. En outre, les agriculteurs qui pratiquent une production d'aliments biologiques bénéficient d'un taux d'intérêt de 2% (au lieu de 3% précédemment) pour les coûts de production et 3% pour les investissements. Parmi les nouveautés, il convient aussi de noter l'ouverture d'une ligne de crédit pour la régularisation foncière, qui permet de financer toutes les étapes et dépenses liées du processus de régularisation sur la base d'un emprunt de 10 000 BRL sur 10 ans au taux subventionné de 6% et avec un délai de carence de 3 ans. Enfin, des initiatives pour les agriculteurs à faible revenu ont été mises en œuvre, notamment le relèvement du plafond des revenus familiaux pour être éligible à des crédits spécifiques¹.

Inondations dans le Rio Grande do Sul (RS)

Les inondations du mois de mai au Rio Grande do Sul ont entraîné des pertes financières estimées à 1,6 Mds EUR (9,6 Mds BRL), dont au moins 330 M EUR (2 Mds BRL) dans le secteur agricole. Ce secteur est notamment confronté à des problèmes logistiques pour le transport des aliments vers le reste du Brésil, car les routes et les centres de distribution ont été touchés. Les terres ont été largement submergées, affectant directement les cultures de riz et de soja, essentielles dans la région qui concentre 70% de la production nationale de riz. En réponse, le Comité exécutif de gestion de la Chambre de commerce extérieur a approuvé une exemption temporaire de la taxe sur les importations de riz, jusqu'au 31 décembre 2024, pour faire face à une éventuelle crise d'inflation sur ce produit de première nécessité. De plus, le ministère de l'Agriculture a débloqué 34 M EUR (210 M BRL) supplémentaires pour renforcer l'assurance rurale dans l'État, soutenant environ 22 000 producteurs avec 31 000 polices d'assurance, visant une superficie assurée de 1 million d'hectares et des biens assurés évalués à 1,5 Md EUR (9,5 Mds BRL) (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)).

La réforme fiscale et le secteur agricole

Le Congrès brésilien a franchi une étape importante dans la mise en œuvre de la réforme fiscale avec l'approbation, le 10 juillet par la Chambre des Députés, de la première loi complémentaire réglementant celle-ci. Cette réforme vise à restructurer et simplifier la collecte des impôts indirects (liés à la production et à la consommation), en remplaçant 5 impôts par une TVA duale². Elle va influencer directement les coûts de production, ce qui aura un impact sur les prix finaux des produits et sur leur compétitivité à l'échelle internationale. La loi complémentaire votée, clé pour la mise en place de la réforme, traite de plusieurs aspects tels qu'un plafond maximum pour le taux de TVA, fixé à 26,5%, ainsi que les produits et secteurs bénéficiant d'un taux réduit ou, à l'inverse, un taux majoré dans le cadre de l'instauration d'un impôt sélectif pour les produits nocifs à la santé et à l'environnement. Notamment, pour assurer une alimentation de qualité à la population, un panier de produits de première nécessité bénéficiant d'un taux d'imposition nul a été introduit pour le secteur agricole. Lors du vote, la viande (de bœuf et de volaille), le poisson et le fromage ont été ajoutés à ce panier de base, une extension qui n'était pas prévue dans le projet initial. Cette première loi complémentaire devrait être adoptée par le Sénat – qui pourra à son tour apporter des modifications à la version approuvée par les députés – après les élections municipales d'octobre. Selon le président de la Chambre s, un second projet de loi complémentaire sera soumis aux députés au mois d'août. (Article [ici](#)).

La faim recule au Brésil

L'édition 2024 du Rapport des Nations Unies sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI 2024), publiée ce mercredi à Rio de Janeiro, révèle une diminution significative de l'insécurité alimentaire sévère au Brésil. En 2023, le nombre de personnes souffrant gravement de la faim a chuté de 85 % par rapport à l'année précédente. En termes absolus, cela représente une amélioration pour 14,7

¹ Par exemple, le microcrédit « Pronaf B », où le plafond de revenu familial est passé de 40 000 BRL à 50 000 BRL. Le plafond de crédit a également été augmenté, passant de 10 mille à 12 000 BRL. Le Pronaf Mulher proposera un taux de 3% par an pour les agricultrices ayant un revenu annuel jusqu'à 100 000 BRL, contre un plafond de 25 000 BRL et des taux de 4% l'année dernière.

² La contribution sur les biens et services (CBS) relevant de la compétence du gouvernement fédéral, et l'impôt sur les biens et services (IBS) relevant des Etats fédérés et des municipalités.

millions de personnes dans le pays. En 2022, 17,2 millions de Brésiliens étaient touchés par l'insécurité alimentaire grave, un chiffre qui est descendu à 2,5 millions en 2023. Cette réduction a fait passer la prévalence de l'insécurité alimentaire grave de 8 % à 1,2 % de la population. (Article [ici](#)).

Production Agricole

La BNDES débloque un montant record pour le financement de la production

La BNDES prévoit de débloquer 10,9 Md€ (66,5 Mds BRL) pour financer la production agricole au cours de la récolte 2024/25. Ce montant est un record et représente 73% de plus que ce qui a été déployé au cours du dernier cycle. La banque s'attend à une plus grande demande de financement et d'investissement de la part du secteur. Avec ce financement la banque prend un rôle central dans le *Plano Safra*, le plan national de financement de l'agriculture. (Article [ici](#)).

Les prix du maïs

La récolte de maïs a connu une rapide progression, incitant l'Association Nationale des Exportateurs de Céréales (ANEC) à relever ses prévisions d'exportations brésiliennes pour le mois de juillet, atteignant 700 000 tonnes. Cette augmentation potentielle des exportations pourrait exercer une pression à la baisse sur les prix du maïs. De plus, l'Argentine, ayant conclu un accord commercial avec la Chine pour la vente de maïs, commencera prochainement ses exportations vers ce marché. Cette nouvelle concurrence crée une pression supplémentaire sur le prix du maïs brésilien. (Article [ici](#))

Agro-industrie et distribution

L'industrie alimentaire promet des investissements massifs

Le vice-président et ministre Geraldo Alckmin, a confirmé l'investissement de 20 Mds EUR (120 Mds BRL) d'ici 2026 annoncé par l'Association brésilienne de l'industrie alimentaire (ABIA) lors d'une réunion entre le président Lula et le secteur de l'industrie alimentaire. Il s'agit d'un plan sur 4 ans (2023-2026), une partie 5,9 Mds EUR (36 Md BRL) ayant déjà été investie par l'industrie en 2023. L'investissement du secteur permettra la construction de nouvelles usines ainsi que l'extensions de celles déjà

existantes. Il permettra aussi de développer l'innovation (Article [ici](#)).

Carrefour prévoit d'ouvrir de nombreux magasins en 2024

Le distributeur Carrefour, déjà solidement établi au Brésil, a révisé à la hausse ses plans d'expansion en annonçant l'ouverture de 20 nouveaux magasins. Initialement prévue pour compter entre 10 et 12 nouveaux magasins, cette augmentation inclut 12 hypermarchés Carrefour et 8 supermarchés, tous issus de conversions de magasins de détail existants. En outre, entre 7 et 9 magasins Sam's Club seront également ouverts dans le cadre de cette expansion. En parallèle, l'entreprise a mis à jour ses prévisions de bénéfices réalisés grâce à l'optimisation des processus suite à l'acquisition du groupe Big en 2021 pour 1,16 Md EUR (7 Mds BRL). Carrefour a achevé la conversion de 129 hypermarchés Big en magasins sous l'enseigne Atacadão l'année dernière. Stéphane Maquaire, PDG de Carrefour, a souligné que les synergies prévues se matérialisent plus tôt que prévu, ce qui contribue positivement aux résultats financiers de l'entreprise. (Article [ici](#)).

Agriculture et environnement

L'impact négatif du changement climatique sur l'agriculture

Un rapport élaboré par plus de 100 experts et synthétisé par 35 chercheurs pour les décideurs politiques, analyse les défis posés par le modèle actuel d'utilisation des terres au Brésil et propose des solutions pour rendre l'agriculture plus durable et inclusive. Le rapport thématique est un diagnostic détaillé qui agrège des informations scientifiques et des cas qui ont été couronnés de succès dans les interactions entre l'utilisation des terres et la biodiversité au Brésil, en matière de bien-être humain et de respect des connaissances traditionnelles. Parmi les modèles projetés dans l'étude, on estime qu'à la frontière entre l'Amazonie et le Cerrado, les variations du climat régional mettront en péril la viabilité de 74 % des terres agricoles actuelles d'ici à 2060. Les données de MapBiomas révèlent qu'en 38 ans (de 1985 à 2022), la superficie utilisée pour l'agriculture au Brésil a augmenté de 95,1 millions d'hectares. Le rapport complet est en phase finale de préparation

et devrait être publié au début du mois de septembre. (Article [ici](#)).

Une start-up française pour reboiser Rio

La ville de Rio a battu des niveaux records de chaleur l'été dernier, dépassant les 60°C de température ressentie. L'une des solutions pour stopper ces fortes chaleurs est la restauration des forêts, un processus généralement lent et coûteux, mais de nouveaux outils capables accélérer le processus se développent, notamment les drones. C'est la solution utilisée par la startup française Morfo, qui a remporté un appel d'offres de près de 160 000 euros (1M BRL) de la ville de Rio pour un projet de reboisement de 100 hectares sur une durée de 36 mois, dans la zone ouest de la ville. La restauration devrait commencer en août, au début de la saison des pluies. (Article [ici](#)).

Le Brésil s'emploie à définir une stratégie face à la loi anti-déforestation de l'UE

À l'initiative du ministère des Affaires étrangères (Itamaraty), le gouvernement a récemment réuni pour la première fois à Brasilia des représentants de tous les États du pays, des associations du secteur privé et des responsables de divers ministères afin de discuter et d'aligner les positions sur la manière de faire face à l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2025 du règlement européen relatif à la déforestation. Ce règlement est perçu par le Brésil comme une nouvelle contrainte imposée par l'Union européenne de manière unilatérale, et suscite des inquiétudes. Les participants ont exprimé des préoccupations quant à la clarté et à l'équité de ce règlement, soulignant que des accords de coopération auraient été préférables à des mesures contraignantes. Les secteurs brésiliens du café, du soja, du bois, de la viande, du cuir, du papier et de la cellulose ont exprimé leurs craintes, alors que les exportations brésiliennes vers le marché européen sont en baisse comparée à l'année passée (31,8% en 2023 contre 34,4% en 2022) (Article [ici](#)).

Le Minas Gerais exporte un premier lot de café conforme aux nouvelles règles de l'UE

L'Etat du Minas Gerais (MG) a exporté le premier lot de café avec un certificat conforme au règlement européen sur la déforestation. La cargaison, contenant 320 sacs provenant d'une dizaine de caféiculteurs de municipalités du sud de l'Etat, a quitté le port de Santos, samedi 27

juillet, pour une arrivée prévue à Dublin, en Irlande, le 21 août. Cette exportation « test » pionnière est le résultat d'un partenariat entre le gouvernement de l'Etat du Minas Gerais, l'Université fédérale de Minas Gerais (UFMG) et la Coopérative des caféiculteurs de Três Pontas (Cocatrel). L'opération est basée sur la technologie de la plateforme SeloVerde de l'état du MG, qui vérifie le respect de la législation nationale sur les propriétés de café. Elle délivre un certificat public lié au numéro d'enregistrement environnemental rural (CAR) du producteur, ce qui permet de démontrer que le produit n'est pas associé à de la déforestation, conformément à la nouvelle réglementation de l'Union européenne. (Article [ici](#)).

Actualités sanitaires et phytosanitaires

La fièvre aphteuse

Le Brésil s'est déclaré pays indemne de la fièvre aphteuse sans vaccination et demandera la reconnaissance de ce statut par l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) en 2025. L'annonce de l'évolution de la situation sanitaire a été faite par le ministre de l'agriculture et de l'élevage, Carlos Fávaro, aux côtés de Geraldo Alckmin. Selon lui l'auto déclaration permettra d'ouvrir de nouveaux marchés à l'exportation. La dernière apparition de la maladie au Brésil remonte à 2006. (Article [ici](#)).

La maladie de Newcastle (DNC)

Le Brésil a suspendu ses exportations de volaille vers 44 pays pendant 16 jours, du 9 au 25 juillet, à la suite de la découverte de la maladie de Newcastle dans un élevage commercial à Anta Gorda, Rio Grande do Sul. Certains pays ont étendu cette suspension à toutes les viandes de volailles produites sur le territoire national. La gestion du foyer a été mise en œuvre rapidement avec élimination des animaux, nettoyage, désinfection et surveillance autour de l'exploitation. Cette gestion rapide a permis au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement (MAPA) d'informer l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) de la clôture du foyer. Avec cette notification, le Brésil attend la levée des suspensions par les pays importateurs, permettant ainsi la reprise complète des

exportations de produits avicoles. (Article [ici](#)).

Pesticides

Le ministère de l'Agriculture rend public l'homologation de 60 nouveaux pesticides. Le MAPA met ainsi en application la nouvelle réglementation relative aux pesticides publiée en avril 2024 (article 5 de la loi 14.785/2023) (Article [ici](#)).